

Controverses nucléaires

Synopsis

Ce film atteste qu'au cœur de la civilisation occidentale, riche et technologiquement avancée, un crime scientifique programmé se perpétue depuis 17 ans sous de hautes responsabilités, dans l'indifférence générale et la désinformation.

Le lobby nucléaire et la médecine officielle condamnent sciemment des millions de cobayes humains à expérimenter dans leur corps des pathologies nouvelles dans le vaste laboratoire des territoires contaminés par Tchernobyl.

Le film révèle l'existence d'un conflit d'intérêts entre deux Agences des Nations Unies, directement responsables de la gestion des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl pour la santé des populations contaminées. Un accord signé en 1959 entre l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique empêche l'OMS d'agir librement dans le domaine nucléaire, si elle n'a pas l'assentiment de l'AIEA. Formée de physiciens et non de médecins, cette dernière, dont l'objectif principal est la promotion des centrales nucléaires dans le monde, est la seule Agence qui dépende directement du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle impose son diktat à l'OMS, dont le but, exprimé au Chapitre I de sa Constitution, *"est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible"*. Les deux Agences ne reconnaissent jusqu'à présent que la mort de 32 pompiers des premières heures de la catastrophe, 200 cancers causés par irradiation aiguë et 2000 tumeurs à la thyroïde comme conséquences de l'accident de Tchernobyl.

Par contre, le Bureau des Nations Unies pour les Affaires Humanitaires partage l'avis de Kofi Annan, qui estime à 9 millions les victimes et affirme que la tragédie de Tchernobyl ne fait que commencer.

Ces faits et ces contradictions ont éclaté à la Conférence internationale sur les conséquences médicales de la catastrophe de Tchernobyl, organisée à Kiev en juin 2001 sous l'égide de l'OMS, dont les travaux ont été filmés intégralement. Au cours de débats houleux, la caméra a enregistré la colère des fonctionnaires des Agences pro nucléaires des Nations Unies, qui, menacés dans leur pouvoir par les révélations des conséquences sanitaires de la catastrophe, nient la gravité de la contamination radiologique et font obstacle aux publications des chercheurs et des médecins qui les confirment. Les données et les recommandations de radioprotection, que les chercheurs indépendants présentent avec courage et compétence, sont écartées avec dédain et arrogance. On refuse de les discuter.

L'importance de cette conférence résidait dans l'adoption d'une résolution finale, dont les recommandations constituent la base pour les décisions des gouvernements dans le domaine de la radioprotection. Conformément à la ligne maintenue par l'OMS et l'AIEA, les rédacteurs de la résolution finale n'ont pas mentionné les nouvelles données scientifiques, qui, en contradiction avec la thèse officielle, montrent que les faibles doses dues au césium¹³⁷ incorporé dans l'organisme détruisent progressivement les systèmes et les organes vitaux.

Un physicien et un médecin ont eu le courage de dénoncer ouvertement le délit de non assistance aux populations en danger. L'un, Vassili Nesterenko, a eu la carrière cassée, mais continue sa bataille indépendante dans les villages contaminés. L'autre, Youri Bandazhevsky, croupit en prison, condamné par un tribunal militaire à 8 ans de goulag. Amnesty International l'a adopté comme prisonnier d'opinion. Un département et douze villes de France, dont Paris, lui ont décerné la citoyenneté d'honneur. La communauté scientifique internationale, à l'exception de quelques voix isolées, refuse le dialogue avec eux.